

L'Est républicain du 2 mai 2016.



De gauche à droite : Stéphane GUYOT, Paul MUMBACH et Olivier DELAFON.
Photo Dominique ROQUELET.

On est loin du ring de boxe, du débat télévisé où gauche et droite s'écharpent, avant de siroter un verre en coulisses. Face à ces « petits candidats » estampillés « hors système », aucun public pour jouer les figurants. Juste la parole, brute de décoffrage. Un régal pour la presse.

Le mérite en revient à la très sérieuse sociocratie populaire française (SPF) qui, surfant sur les convictions d'Auguste Comte et du sociologue américain Lester Frank Ward, veut réinventer une nouvelle société : un mouvement national de coalition. Du concret, des groupes socioprofessionnels.

« Comme nous, 78 % des Français ne trouvent pas de légitimité dans les partis politiques. Du cynisme des dictatures à l'hypocrisie des démocraties, tous les régimes finissent par s'user », signe Patrick Rebierre, dont la référence « est le valeureux Conseil National de la résistance que l'on a supprimé pour mettre des rigolos qui ne connaissent même pas le prix d'une baguette de pain ». Habile, le secrétaire général de la SPF a joué le Monsieur Loyal, dans le cadre superbe du château de Nantilly. Rama Yade y était un temps annoncée. Trop gros, peut-être !

D'autres velléités présidentielles se sont révélées. Des « petits candidats » que l'association veut fusionner.

Cofondateur de la SPF dont il est le vice-président, Francis Colley n'a pas caché une préférence pour Olivier Delafon. Le Parisien a créé l'an dernier « Le Parti Nouvelle France ». « Autodidacte », il est entré dans la gestion financière à Paris, puis a fait fortune à Wall Street. « J'ai gagné beaucoup d'argent et j'ai payé beaucoup d'impôts », affiche-t-il, décomplexé.

« Je vais ramener les riches, je les connais ! »

Truculent, le candidat, déjà passé par le plateau de « Capital » sur M6, ne rechigne pas à parler de lui à la troisième personne ou à se filmer.

« Olivier Delafon, c'est un réaliste. On est en train d'écrire un livre qui sortira en juin, avec un titre percutant. On n'est pas un Alain Juppé ou un Bruno Le Maire ». Derrière la mise en scène hilarante, le créateur d'un musée automobile des ex-voitures de chefs d'État (une mine d'or) tranche. Avec lui, fini le Sénat. « Je n'y connais rien à la politique, mais en attendant, on passera de 343 sénateurs à 90, un par Département. Ils siégeront à l'Assemblée nationale et l'on fera du Sénat un musée où l'on gagnera du fric ».

Ce fric qui n'est pas un tabou. « On va faire revenir les riches. Je les connais ! »

« Les migrants ? Il y a de la place pour eux. Un migrant, c'est une start-up ! ».

Baisse des impôts, contrôles aux frontières et 17 points pour lutter contre le chômage, « car, qui mieux qu'Olivier Delafon peut trouver une solution pour les jeunes ? » C'est vrai qu'en y réfléchissant...

S'il était choisi par ses pairs pour partir à la chasse des 500 parrainages, le candidat atypique devrait donc inclure l'analyse de Stéphane Guyot sur le vote blanc (lire par ailleurs) [1] et les propositions de Paul Mumbach, sorte de Jean-Paul Carteret Alsacien. Le président des maires ruraux du Haut-Rhin tient mordicus aux communes et aux Régions, dont les fusions (« illégales ») seraient invalidées avec lui. Tout sauf Jacobin, l'homme veut « redonner le pouvoir au peuple », via les référendums d'initiative populaire. Il se démarque dans la chasse « aux centaines d'irresponsables que l'on façonne chaque jour avec autant de dispositifs, du RSA aux allocations ». Ces petits candidats ont un point commun : ils se définissent comme « normaux ».

On a bien entendu ça... quelque part !

Maxime CHEVRIER.

[1] Pour le « candidat blanc »

En 1995, le choix Chirac-Jospin, ce n'était pas vraiment sa came. Pour lui, le vote non comptabilisé est une hérésie : « 2 millions d'électeurs en 2012, près de 6 %. Ce qui fait que F. Hollande n'aurait pas été élu. Ce n'est pas anodin ». Alors, Stéphane GUYOT a lancé « Citoyens du vote blanc ». Pour la reconnaissance de ce choix. Pas plus ! Le mouvement est apolitique et son représentant reconnaît simplement « l'objectif de faire baisser le score du FN, car près de 10 % de ses électeurs sont prêts à nous rejoindre ». « Si le vote blanc est reconnu dans la Constitution, je disparaiss », avoue celui qui... démissionnerait immédiatement en cas d'élection. Certes, on en est loin ! Aux dernières départementales, les seuls candidats du « vote blanc » avaient néanmoins réuni, autour de Roger CHOCAT, « 7,41 % ».